

## **Consultation sur l'avenir de la production porcine**

*Sujet : La production porcine*

*Madame la présidente,*

*Messieurs les commissaires.*

*Je suis productrice de porcs depuis 1994 avec mon conjoint. Notre entreprise est diversifiée par choix. Nous produisons du porc, du bœuf, des céréales et du sirop d'érable. Le principal revenu de notre entreprise provient de la production porcine. Notre volume de production est petit : 90 truies et 1800 porcs en engraissement. J'ai occupé un poste de conseillère en assurance agricoles à la défunte « Régie des assurances agricoles du Québec » pendant dix ans. Dans le cadre de cet emploi, j'ai visité plusieurs centaines de fermes. Je connais bien les gens impliqués dans la production porcine. J'ai quitté mon emploi en 2001 pour me consacrer à notre entreprise; prendre un peu d'expansion pour rentabiliser l'entreprise. Cet expansion est actuellement impossible avec le moratoire. Mon conjoint et moi sommes jeunes : 33 ans. Parents de 5 enfants, nous désirons vivre de notre entreprise et demeurer dans ce milieu malgré les embûches qui se présenteront. Aujourd'hui, je me permets de parler au nom des petites entreprises autonomes financièrement donc non-lié à un intégrateur.. Je tiens à préciser tout d'abord que je n'endosse pas le discours de groupes tel que l'Union Paysanne. Au contraire, je pense que notre Fédération a su répondre à son mandat, soit celui de représenter tous les producteurs de porcs. Toutefois, par ce mémoire, je désire vous apporter une vision plus humaine de ce que nous vivons dans « le champs ».*

*Je m'adresse à vous aujourd'hui parce que je suis particulièrement inquiète. Je suis inquiète car vos recommandations au Ministre influenceront l'avenir de mon entreprise et de notre gagne-pain. Mon inquiétude croît en entendant les propos subjectifs des gens du Ministère de l'Environnement, de la Régie Régionale de la Santé ou de concitoyens dénigrant notre production : propos rarement appuyés de données réelles. Mais ce qui*

*m'inquiète le plus, c'est de discuter avec des producteurs qui préfèrent garder le silence plutôt que de venir ici et défendre leurs idées, croyant que notre réputation est entachée de façon permanente et qu'il est trop tard pour y changer quelque chose. Ces mêmes producteurs ont investi de leur temps et beaucoup d'argent pour améliorer leur environnement et ils se font encore dire : « Vous êtes en faute ». Je pense sincèrement que nous sommes comme la moyenne des gens. Depuis 7 ou 8 ans, nous avons doublé d'efforts pour assurer la protection de l'environnement. Ces dernières années nous ont fait évoluer très rapidement. J'ai néanmoins hésité avant de m'inscrire aux audiences. Je sens que peu importe ce que je dirai, mes propos seront retournés contre moi par certains groupes présents dans l'assistance. Pourtant, j'ai agi quand même parce que je crois en la crédibilité d'une telle démarche.*

*Permettez moi de vous parler de mon entreprise. L'an passé, nous avons construit une toiture sur la fosse ronde à lisier au coût de 32 000.00\$. Le montant de la subvention reçu du MAPAQ a été de 15 000.00\$. Cette subvention n'est pas donnée à toutes les entreprises. Il faut répondre à certains critères restrictifs. Heureusement, nous y répondions. Nous avons également construit une plate-forme pour le fumier des vaches au coût de 73 000.00\$. La subvention accordée pour ce bâtiment : 41 900.00\$ alloué en cinq versements, un par année pour les cinq prochaines années. Le premier versement est fait un an après la fin des travaux. Le certificat d'autorisation de l'environnement est demeuré le même. Il n'y a pas eu d'augmentation de cheptel. Avant de débiter les travaux, la période d'attente avant d'obtenir une réponse positive du ministère de l'environnement fut de un an. Après plusieurs téléphones et rencontres avec les ingénieurs et les agronomes, nous avons réussi à améliorer notre environnement. C'est un paradoxe! On nous dit : « Arrêtez de polluer » et lorsque nous agissons, on retarde le début de nos travaux en demandant des précisions. L'embarras des fonctionnaires à appliquer un règlement qui change sans arrêt est visible. Ils fondent leurs calculs sur des moyennes statistiques qui aggravent notre situation. Toutes ces démarches sont stressantes. De plus, je tiens à souligner que la subvention reçue pour la plate-forme des vaches représente 57% de l'investissement total alors que le programme Prime-vert est censé verser une aide de 70% des coûts totaux. Il y a donc un manque à ce niveau. C'est la même chose pour l'ensemble des producteurs.*

*Si, dans l'avenir, notre productivité s'améliore, il nous sera impossible d'ajuster notre Certificat d'Autorisation parce que tout est gelé. Aussitôt qu'on s'adresse au Ministère de l'Environnement on sait qu'on commence une démarche lourde et pénible. Démarche où le gros bon sens est totalement absent. Plusieurs producteurs ont fait des corrections au niveau de leur entreprise et d'autres les feront. Je pense que les producteurs sont prêts à faire ce qu'il faut pour protéger l'environnement. Cependant, notre société doit reconnaître notre travail et être prêt à supporter les agriculteurs financièrement. Mais attention, il ne s'agit pas ici de protéger les producteurs délinquants.*

*Il existe des règlements pour tout le monde.*

*Les petites entreprises doivent suivre la cadence. Notre marge de manœuvre est mince. Grossir l'entreprise pour augmenter notre capacité d'investir est actuellement impossible. Le coût du terrain a augmenté beaucoup avec la réglementation avant le moratoire. Pourtant le rôle que nous jouons dans la société est fort important. Nous créons la dynamique de plusieurs villages. Nous contribuons à l'économie par nos investissements. Nous procurons des emplois. Nous embellissons nos campagnes par nos installations. Il est important, je crois, que les producteurs de porcs aient le droit d'être fiers de leur apport à la société. Présentement, ces producteurs se sentent fautifs. La cause : toute sorte de propos qui se font entendre, propos parfois mensongers!*

*J'aimerais vous apporter mes suggestions :*

*1. Dites à notre population, et répétez-le, que les producteurs de porcs se sont pris en main, qu'ils ont investi beaucoup pour améliorer notre environnement, qu'ils sont sensibles aux attentes de leurs consommateurs, qu'ils désirent évoluer dans cette voie.*

*2. Permettre une certaine souplesse dans la réglementation. Permettre aux petites entreprises une expansion qui ne dépasse pas le volume de 3 ou 4 unités travail-personne soit 500 unités animales : le nécessaire afin de permettre à une famille de vivre. Cette même entreprise serait dans l'obligation de prouver que les sols qu'elle possède en propriété ou en location absorbent les rejets qu'elle produit réellement. C'est une question de survie pour nos campagnes.*

*3. Le Ministère de l'Environnement doit évaluer nos dossiers sur la base de nos données réelles : soit par le bilan alimentaire, la caractérisation des fosses, etc. Le retour du gros bon sens, quoi!*

*4. Maintenir les programmes Prime-vert aux entreprises surtout pour celles décrites au point 1. Modifier le mode de versement de la subvention. Verser le montant global une fois la fin des travaux afin de ne pas gaspiller l'argent en paiement d'intérêts. Le soutien du MAPAQ est majeur et essentiel. Cependant les producteurs doivent recevoir les montants prévus dans les programmes. Donc si on prévoit 70 %, que le producteur reçoive réellement 70% de ses coûts.*

*Certains agriculteurs aspirent à gérer du personnel sur leurs fermes. Soit. D'autres préfèrent remplir la tâche en possédant un plus petit volume de production. Chacun a le droit d'évoluer comme il l'entend. Je suis consciente que l'on ne peut pas définir l'avenir de la production porcine en tenant compte seulement des besoins des petites entreprises. Toutefois, il est important de faire en sorte que les politiques qui seront appliquées dans l'avenir n'éliminent pas les entreprises à volume plus modeste. La relève doit avoir le droit de s'établir en commençant avec un investissement réaliste. Il faut laisser aux producteurs de porcs la dignité d'être propriétaire de leurs actifs. Il faut que socialement on décide qu'il y a de la place pour les petites entreprises.*

Caroline Belzile